

Intervention de l'association EDA à Salamanca

Environnement Développement Alternatif

23 rue Gosselet – Lille France.

Qui sommes nous ?

Une association composée uniquement de membres bénévoles née en 1990 au moment de la préparation du Sommet de Rio.

Notre objectif est de promouvoir un développement qui permette à tout être humain, là où il se trouve, d'accéder à une qualité de vie. Cela consiste à veiller à ne pas :

- épuiser les ressources non renouvelables de la Planète par une réduction des gâchis de nos sociétés de consommation
- polluer de façon irréversible l'eau, le sol et l'air
- laisser derrière nous des déchets particulièrement dangereux, tels les déchets nucléaires ou les résidus chimiques

Notre préoccupation constante est, pour tout projet, de mesurer les impacts de nos actes sur la santé des êtres humains proches à court terme et sur l'environnement à long terme.

C'est ainsi que nous avons été amenés à dénoncer de graves pollutions de sols par des métaux lourds (plomb, zinc, cadmium...) autour d'un site industriel (Metaleurop) dans notre région, le Nord de la France. Nous ne nous sommes pas contentés de faire le constat de la pollution et des conséquences sur la santé des riverains et bien sûr aussi des ouvriers de l'entreprise. Nous avons recherché les solutions les plus adaptées à la reconquête des territoires. Nous sommes devenus pionniers dans notre région d'une méthode de dépollution progressive par des graminées sauvages, banales, poussant facilement car adaptées à notre climat, la « phytoremédiation », technique connue surtout en laboratoires et que nous avons expérimentée « in situ », en plein champs.

Notre parcours est celui d'une association atypique qui ne se contente pas de dénoncer un problème mais qui tente de discuter avec l'ensemble des partenaires concernés et propose des solutions après avoir entrepris des recherches et s'être documentée.

C'est ce qui nous a conduit jusqu'ici, à Salamanca, pour témoigner de l'importance des échanges entre les experts, les élus et le public, ce que vous appelez « les stakeholders ou parties prenantes ». C'est ce que nous appelons « donnant-donnant » et ainsi chacun « profite » des apports de l'autre. Ensemble nous avançons.

Qu'attendons nous des experts en général ?

- des explications les plus complètes possible
- le respect des normes en vigueur sans pratiquement accorder de dérogations
- des mesures de contrôle effectuées régulièrement
- l'exposé de ce qui est bien maîtrisé
- les aveux des difficultés rencontrées dans certains domaines et les moyens mis en œuvre pour y remédier
- ne pas hésiter à définir les risques possibles : c'est le meilleur moyen de réduire les conséquences d'un éventuel accident

Qu'il s'agisse d'évoquer les rejets polluants et leurs conséquences sur les milieux, de faire état de recherches en cours pour améliorer un processus, **il faut faire preuve d'honnêteté** envers les autres interlocuteurs, savoir les écouter et tenir compte de leur avis.

Qu'attendons-nous plus précisément des experts du nucléaire actuellement en France ?

- un état des lieux précis de l'état de vétusté des centrales actuelles et des travaux de maintenance en cours : la privatisation prochaine d'EDF nous inquiète. Nous craignons des réductions de budgets sur ce point précis et donc une augmentation des risques.
- la gestion des déchets hautement radioactifs n'a pas d'autre alternative que celle de l'enfouissement en couches géologiques profondes : nous demandons l'examen d'autres solutions telles que l'entreposage de surface par exemple
- quelles solutions pour les éléments des cœurs de réacteurs ? le maintien en piscine « in situ » ...
- les déchets moyennement radioactifs, les matériaux de démantèlement représentent quels tonnages ? où seront-ils stockés ?
- les transports de matières dangereuses par camions au milieu du trafic habituel nous paraissent trop risqués. Le fait qu'ils soient frappés de « secret défense » ne nous rassure pas, au contraire !

Quel est notre rôle ?

Servir de relais entre les populations, les élus et les experts, exprimer les craintes des citoyens, poser toutes questions qui semblent conduire à une meilleure approche des problèmes posés mais aussi proposer des alternatives à certains projets qui nous paraissent dangereux.

En France existent des Commissions Locales d'Information et de Surveillance, structures officielles créées là où se trouvent des entreprises à risques (incinération, chimie, nucléaire...)

Elles manquent souvent d'informations précises quant aux dangers que ces activités représentent, et à la gravité des pollutions qu'elles génèrent.

Ceci est particulièrement vrai pour le nucléaire où les risques sont nombreux, mal connus et où la confiance des riverains est « timide » pour ne pas dire « quasi nulle ».

Notre présence parmi vous atteste de la reconnaissance de nos complémentarités respectives

Cela ne peut que contribuer à faire naître peu à peu la confiance indispensable à une réelle gouvernance partagée.

Le fait de participer à ces journées d'échange nous semble très important : nous avons particulièrement noté le principe d'organiser des réseaux entre universités de recherches en Europe. Le fait de se préoccuper de gestion post-accidentelle grave permet de mieux anticiper les réactions des victimes et surtout de préparer les réponses à apporter.

L'accident de Tchernobyl et ses conséquences dramatiques encore aujourd'hui renforcent notre détermination à soutenir toutes les initiatives de **SORTIE progressive du nucléaire** : d'abord les économies d'énergie dans nos pays riches, la recherche de l'efficacité énergétique dans tous les domaines et la valorisation bien sûr des énergies renouvelables.

Contrairement à certaines associations qui refusent de participer aux groupes de travail qui réfléchissent aux situations post accidentelles car elles considèrent qu'elles sont destinées à simplement convaincre qu'il est possible de vivre après un accident, **nous pensons qu'il est important de tout faire pour minimiser au maximum les conséquences d'un drame tel que celui de Tchernobyl et espérons vivement bien sûr que cela n'arrive plus !**

*Anita Villers, présidente.
le 17 novembre 2005.*